

Nouvelle crise, vieux démons au Liban: les leçons oubliées de Bab Tebbaneh/Jabal Mohsen

I. SYNTHÈSE

Le Liban traverse, à nouveau, une zone de graves dangers. La crise qu'il subit depuis l'assassinat en 2005 de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, connaît en effet une nouvelle mutation particulièrement dangereuse, à mesure que les perspectives de mises en accusation décidées par le tribunal international chargé d'enquêter sur ce meurtre se font plus précises. L'implication attendue de membres du Hizbollah a replongé la scène politique dans une lutte féroce, où se jouent tout à la fois les relations intercommunautaires, la légitimité de la résistance que ce mouvement incarne, la crédibilité du tribunal, la survie de l'actuel gouvernement d'unité nationale, la solidité du récent rapprochement syro-saoudien et, plus généralement, la stabilité bien fragile du pays. Le soutien international offert au tribunal, son rejet catégorique par le Hizbollah, et la difficulté qu'il y a pour Saad Hariri, premier ministre et fils de Rafic, à le désavouer risque de conduire rapidement à une impasse, dont les effets se reporteront rapidement au niveau de la rue.

Si de nombreux politiciens et commentateurs évoquent les dangers de « coup d'état » ou d'éclatement subit d'une nouvelle « guerre civile », un scénario plus probable à court terme renvoie à un cycle bien rodé, où les blocages politiques exacerbent les tensions populaires, dont la régulation par les acteurs politiques sert de prolongement à leurs négociations. Aussi, l'instabilité est-elle à prévoir, d'abord, dans l'une ou l'autre de ces zones périphériques et sous-développées du Liban, où se côtoient des populations divisées par les enjeux actuels, animées par les souvenirs de la guerre civile, et laissées essentiellement livrées à elle-même jusqu'à ce que l'éclatement de violences les intègre opportunément au jeu politique. C'est le cas des quartiers de Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen dans la ville de Tripoli qui ont témoigné récemment d'une escalade à la fois verbale et militaire, un lancement de roquette contre le quartier allawite ayant fait deux blessés.

Tout comme le Liban, qui, malgré sa petite taille, est un concentré des tensions qui traversent la région dans son ensemble, ces quartiers sont un modèle réduit des défis qui s'opposent à la stabilité du Liban. Les incidents mortels qui se sont produits ces dernières années dans ces zones géographiquement et socialement marginales sont

partie liés à des luttes qui dépassent de loin leurs lisières. Ce microcosme, ignoré des regards qui se braquent sur les extravagances de la scène politique de la capitale ou qui cherchent à deviner le grand jeu qui se joue secrètement dans les coulisses régionales, offre justement à voir de façon particulièrement lisible l'interaction des échelons local, national et international, une articulation indispensable au déchiffrement d'une crise libanaise à répétition.

Les deux quartiers sont presque une métaphore du Liban tout entier. Ils ne constituaient, à l'origine, qu'un seul ensemble, que la guerre civile a scindé en deux selon une ligne de fracture communautaire. Autrefois mêlées, la majorité sunnite de Bab Tebbaneh et la majorité allawite de Jabal Mohsen ont pris des chemins divergents lorsque Tripoli est devenue, dans les années 70 et 80, le foyer d'une politisation tous azimuts – sous l'effet de la cause palestinienne, de l'affirmation du nationalisme arabe et de l'islamisme et, partant, des ingérences croissantes de la Syrie. Des combats de rue firent de nombreux morts de part et d'autre, culminant avec un véritable massacre perpétué à Bab Tebbaneh en 1986. Comme ailleurs au Liban, les blessures ouvertes à l'époque ne se sont jamais refermées : les mémoires restent à vifs ; les identités se définissent sur un mode victimaire, en référence aux souffrances endurées, aux menaces qui persistent et aux revanches à prendre ; le présent est perçu à travers le prisme du passé ; et les deux côtés partagent un même sentiment de vulnérabilité extrême.

La résurgence de vieux démons à Jabal Mohsen et Bab Tebbaneh n'est pas sans évoquer la chronicité de l'instabilité libanaise, plus généralement. Depuis la fin de la guerre civile, il y a maintenant vingt ans, rien n'a été fait pour résoudre les contentieux de l'époque. Plus que de solutions durables, le Liban d'après-guerre s'est forgé autour d'un équilibre précaire qu'il s'évertue à perpétuer. Symptomatiquement, les combats qui se sont déroulés en 2007 et 2008 ont donné lieu, au mieux, à des efforts visant à les contenir jusqu'au prochain embrasement. Ainsi, quelques mesures convenues de « réconciliation » sont restées sans suites.

Mais ces quartiers de Tripoli ont aussi servi de zone d'affrontement par procuration. Des acteurs extérieurs y ont transposé leurs querelles, soutenant les combattants locaux dans une lutte moins couteuse et plus facilement

gérable que ne pouvait l'être une guerre ouverte dans la capitale libanaise. Il n'est pas anodin, en effet, que les tensions opposant Jabal Mohsen et Bab Tebbaneh aient explosées quand les parties adverses rencontraient les limites du recours à la violence au cœur de Beyrouth, et amorçaient un mouvement de recul de crainte de voir la situation leur échapper totalement. Ce fut le cas suite à une grève générale décrétée en janvier 2007 et qui menaça de dégénérer, de même qu'après la prise d'une partie du centre ville par le Hizbollah en mai 2008.

Arène de substitution suscitant un intérêt éphémère, ces quartiers défavorisés n'en sont pas moins des espaces délaissés par l'Etat, représentatifs d'un modèle de développement centré sur les beaux quartiers de la capitale. Les services publics de base y sont réduits au strict minimum. Le système éducatif est sinistré et la jeunesse n'a guère d'autre horizon que des emplois subalternes ou, bien souvent, le chômage. L'appareil de sécurité, absent en temps normal et, a fortiori, en périodes de crise, ne fait que des apparitions fugaces au moment même où une trêve est conclue, comme pour entériner symboliquement le « rétablissement de l'ordre », sans pour autant rétablir l'autorité de l'Etat. Sentiment d'abandon et précarité économique alimentent une culture milicienne héritée de la guerre civile dans des quartiers qui, au fond, ont beaucoup en commun.

L'adhésion à des groupes islamistes, qui ont retrouvé après le retrait syrien une certaine liberté d'action, a constitué pour une partie de la jeunesse sunnite de Bab Tebbaneh une alternative au désœuvrement et à l'échec social. A Jabal Mohsen, la majorité allawite s'est plus que jamais rangée derrière un parti politique dont elle ne partage pas forcément les convictions, mais qui seul est capable de lui procurer une forme de protection.

Quant aux sponsors extérieurs auxquels s'adosent les acteurs locaux, ils se contentent d'enfermer ceux-ci dans une relation de clientèle : ça a été vrai pour la Syrie à l'époque où, puissance dominante au Liban, elle a favorisé politiquement les Allawites, sans veiller au développement de Jabal Mohsen ; c'est tout aussi vrai pour Bab Tebbaneh et ses parrains divers – le Courant du Futur du premier ministre Saad Hariri, l'Arabie Saoudite ou encore les grandes fortunes sunnites de Tripoli. D'ailleurs, si les acteurs extérieurs trouvent dans ce conflit périphérique l'occasion de prolonger le leur par d'autres moyens, les combattants locaux puisent eux-mêmes des ressources dans ces crises qui rapportent en mobilisant des soutiens. Au Liban, cette économie de la violence se répète à toutes les échelles.

Les hauts et les bas de l'antagonisme entre Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen sont un baromètre offrant des prévisions relativement fiables sur deux des questions fondamentales auxquelles se trouve confronté le pays, à savoir les tensions entre Sunnites et Chiites, d'une part, et les relations

avec la Syrie, de l'autre. Malgré une période d'accalmie relative sur ces deux plans, grâce au rapprochement qui s'est amorcé entre Damas et Riyad – manifesté dans les efforts de conciliation déployés par Hariri –, les rancœurs restent vives, voire s'intensifient sur un plan populaire, car la vie de quartier révèle à quel point, pour l'instant, les accords feutrés au sommet peinent à remporter l'adhésion et changer les dynamiques à la base. Le tribunal international pour le Liban pourrait facilement ramener la température au niveau de la rue au point d'ébullition. Dans ce scénario, le baromètre de Tripoli risque à nouveau de plonger.

II. INTRODUCTION

Dans le Nord du Liban, à la lisière Est de Tripoli, les quartiers de Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen (ou Baal Mohsen) ont tout des frères ennemis. Partageant une histoire commune et fort semblables à vol d'oiseau, séparés géographiquement – et allégoriquement ! – par la route dite de Syrie, ils ont connu parmi les pires violences que la crise enclenchée par l'assassinat en 2005 de l'ancien premier ministre Rafic Hariri ait produites.

Le spectaculaire attentat à la bombe qui causa la mort de cette figure de la communauté sunnite libanaise mobilisa la population de Bab Tebbaneh, elle-même sunnite, au soutien de son fils et successeur à la tête du Courant du Futur, l'actuel premier ministre Saad Hariri. Les habitants se rendirent en nombre à la manifestation tenue à Beyrouth le 14 mars 2005,¹ pour dénoncer celle organisée quelques jours plus tôt par le Hizbollah pour témoigner sa reconnaissance et sa solidarité envers la Syrie – accusée à l'époque par nombre de libanais, de décideurs arabes et de responsables occidentaux d'être l'auteur ou le commanditaire du meurtre.² La population majoritairement allawite de Jabal Mohsen se rangea du côté de Damas, sous la houlette du Parti démocrate arabe, qui avait bénéficié historiquement d'un appui syrien.³ Le conflit se jouait

¹ Entretiens de Crisis Group, résidents de Bab Tebbaneh et responsables du Courant du Futur, Tripoli et Beyrouth, avril 2009-août 2010.

² En septembre 2010, le premier ministre Saad Hariri a déclaré s'être trompé en accusant Damas de l'assassinat de son père. Dans un entretien accordé à un quotidien saoudien, il a dit : « nous avons fait une évaluation des erreurs que nous avons commises à l'encontre de la Syrie et qui ont porté atteinte au peuple syrien et à la relation entre nos deux pays... A une certaine époque, nous avons accusé la Syrie du meurtre de Rafic Hariri et cette accusation était politique ». *Al-Sharq Al-Awsat*, 6 septembre 2010.

³ L'allawisme est un rite de l'islam, également appelé Nussayriyya en référence à son fondateur Mohamad Ibn Nussayr. Il puise ses fondements dans le chiisme et dans l'islam ismaélien,

alors essentiellement dans Beyrouth, où rassemblements populaires, manœuvres politiques et attentats divers se succédaient.

A Tripoli, de véritables heurts n'éclatèrent que deux ans plus tard, en janvier 2007. Les tensions sur la scène libanaise étaient à leur comble, suite à l'offensive israélienne de l'été 2006 – imputée à un usage irresponsable de ses armes par le Hizbollah – et au passage en force par un gouvernement à dominante anti-syrienne du traité constituant un tribunal international pour le Liban, chargé de statuer sur les assassinats politiques perpétrés en 2005 et 2006. Lorsque le Hizbollah et ses alliés, revendiquant la formation d'un gouvernement d'unité nationale, lancèrent un appel à la grève générale,⁴ les partisans du Parti démocrate arabe répondirent en bloquant certaines rues à l'intersection des deux quartiers. Cette décision fut perçue comme une provocation insupportable par les habitants de Bab Tebbaneh, dont les sentiments anti-chiïtes et anti-syriens s'incarnaient dans un ennemi ni chiïte, ni syrien, mais assimilable aux deux et, contrairement à Damas ou au Hizbollah, à portée de représailles.

Quelques jets de pierre, et les armes de la guerre civile ne tardèrent pas à ressortir des cagibis, faisant quatre morts et plus de dix blessés⁵ avant qu'un calme fragile soit rétabli,⁶ ponctué d'invectives et de querelles occasionnelles jusqu'à ce que la violence ne reprenne de plus belle en mai 2008.

La prise par le Hizbollah de certaines zones centrales (et à connotations sunnites) de la capitale, en réaction à une tentative par le gouvernement de remettre en question plusieurs passe-droits jugés indispensables à la sécurité

du mouvement chiïte,⁷ se répercuta presque immédiatement à Tripoli. Les militants du Parti démocrate arabe et les divers groupuscules armés de Bab Tebbaneh s'affrontèrent de part et d'autre de la rue de Syrie à coups de roquettes, de tirs de mortiers, de jets de grenades, de balles de snipers, le tout accompagné d'incendies de maisons et de commerces.⁸ Plus de vingt morts et des dizaines de blessés sont dénombrés avant la première trêve, décrétée en juin.⁹ En deux funestes jours de juillet, les combats font neuf morts et 45 blessés.¹⁰ Alors que les violences dans Beyrouth avaient rapidement été contenues, débouchant sur l'accord de Doha conclu le 21 mai 2008 au Qatar, ce n'est que le 8 septembre que le « Document de Tripoli », signé par des représentants des deux communautés, met fin aux affrontements récurrents.¹¹

Cependant, le calme qui prévaut aujourd'hui est éminemment précaire, à l'image de l'équilibre fragile qui caractérise actuellement le Liban. Parmi les premiers signes avant-coureurs d'un regain de tension à l'échelle nationale, par exemple à l'occasion d'éventuelles mises en accusation du tribunal à l'encontre du Hizbollah, pourrait bien figurer la reprise des combats opposants Jabal Mohsen et Bab Tebbaneh.¹²

et conserve certains enseignements et pratiques secrets. Les Allawites représentent moins de 3 pour cent de la population libanaise. Ils sont principalement présents dans le Nord, notamment à Tripoli – où plus de 60 pour cent se concentrent dans le quartier de Jabal Mohsen – et dans certains villages frontaliers d'Akkar. Les Allawites constituent également près de 11 pour cent de la population en Syrie, où ils occupent néanmoins une place disproportionnée au sein de l'appareil du pouvoir. Voir l'article d'Abdel Ghani Imad, *Les Allawites au Liban*, (Tripoli, sans date) ; *Al-Sharq A l-Awsat*, 27 juin 2008 ; *Al-Akhbar*, 31 mars 2007.

⁴ Décrété le 23 janvier 2007 par Hizbollah et ses alliés, la grève générale visait à paralyser d'importantes routes du pays. Elle a rapidement donné lieu, à Beyrouth, Tripoli et dans d'autres villes, à des combats armés.

⁵ Voir *al-Hayat*, 25 janvier 2007 ; *Al-Mustaqbal*, 2 mars 2008.

⁶ A cause des violences intercommunautaires qui se propagèrent dans différentes régions du pays, l'opposition mit fin à la grève générale (ainsi qu'à un sit-in permanent établi quelques semaines plus tôt devant le bureau du premier ministre). Voir Rapport Moyen-Orient de Crisis Group N°69, *Hizbollah and the Lebanese Crisis*, 10 octobre 2007, p.3.

⁷ Voir Briefing Moyen-Orient de Crisis Group N°23, *Lebanon: Hizbollah's Weapons Turn Inward*, 15 mai 2008.

⁸ Voir par exemple Agence France Presse, 26 juillet 2008.

⁹ Voir *Al-Hayat*, 15 et 16 mai 2008, 23 et 26 juin 2008.

¹⁰ Agence France-Presse, 26 juillet 2008.

¹¹ La réunion pour la signature d'un accord de réconciliation a rassemblé une grande partie des représentants des deux communautés, sunnite et allawite, de Tripoli, dont le leader du Courant du Futur, Saad Hariri, et le premier ministre de l'époque, Fouad Siniora, l'ancien premier ministre et membre de l'opposition Omar Karameh, le leader allawite Ali Eid et son fils Refaat. L'accord appelle au retrait des hommes armés de la rue, au déploiement des forces de sécurité, au retour des déplacés, à des compensations des dégâts matériels, ainsi qu'à un plan de développement économique pour la ville. Agence France-Presse, 9 septembre 2008. L'accord a en effet mis fin aux combats et permis un déploiement de l'armée dans les deux quartiers, ainsi que le retour progressif des déplacés. Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen n'ont plus connu depuis des affrontements directs entre les groupes armés. Mais, des tirs de roquettes, des explosions de grenades et la découverte de bombes à retardement sont venues à plusieurs reprises perturber cette accalmie précaire. Voir *An-Nahar*, 8-9 octobre 2010 ; *As-Safir*, 23 avril 2010 ; *Al-Akhbar*, 29 juillet 2010.

¹² En septembre 2010, l'ancien directeur général de la Sûreté générale, Jamil Sayed, détenu sans motif d'inculpation pendant près de quatre ans dans le cadre de l'enquête sur l'affaire Hariri, a donné une conférence de presse pour dénoncer la politisation du tribunal et le rôle du premier ministre et de son entourage dans la fabrication de faux-témoins. S'adressant à Hariri, il dit : « je te jure Saad Hariri, si tu ne me donnes pas mes droits, je me ferai justice de mes propres mains ». Suite à cette déclara-

Comme souvent au Liban, ce qui fait la Une un jour, mobilisant une attention, une activité et une spéculation intenses, régresse dans l'oubli le jour suivant, dès qu'un moyen est trouvé pour contenir les tensions et déplacer les enjeux. Aucune solution n'a besoin d'être trouvée, aucun suivi n'est nécessaire sur la durée, une crise chassant l'autre – et la chassant même des esprits. La communauté internationale elle-même se prête trop volontiers à cette fuite en avant. D'où le besoin de prendre l'actualité à contre-pied, en s'interrogeant sur l'un de ces innombrables conflits enfouis juste sous la surface, et qui pourrait si facilement ré-émerger.

III. LE SOUBASSEMENT LOCAL DU CONFLIT

Si le conflit qui prend place dans la banlieue de Tripoli est étroitement connecté à des luttes de pouvoir d'une autre magnitude, opposant les principaux acteurs de la scène libanaise et régionale, il n'en repose pas moins sur des considérations très locales : le sous-développement et l'absence de l'Etat, en bouchant toute perspective d'avenir, enferment la population dans un face-à-face craintif et un présent permanent, où le souvenir des effroyables violences de la guerre civile détermine les comportements actuels, qui eux-mêmes ravivent les craintes issues du passé.

A. DES FRERES ENNEMIS

Jusqu'aux débuts de la guerre civile, généralement située en 1975, Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen formaient un quartier unique. Aujourd'hui encore, la carte administrative agrège le quartier sunnite et son voisin allawite.¹³ A l'origine, il constituait un important centre commercial situé aux abords de Tripoli, habité à la fois par de grands

commerçants et de petits ouvriers,¹⁴ et attirant – au prix de fortes inégalités sociales – une migration rurale en provenance des villages pauvres et sunnites du Akkar et de Dinniyeh. Plus de 55 pour cent des habitants de Bab Tebbaneh seraient originaires de ces villages.¹⁵ La petite minorité allawite concentrée dans le Nord du Liban, objet de dénigrement social et de discrimination politique,¹⁶ y trouva aussi une source d'emplois, souvent dévalorisants, au service d'une majorité sunnite qui voyait en elle une population de seconde classe.¹⁷

Dans les années 70, Tripoli devint une caisse de résonance de plusieurs grands courants de pensée régionaux. L'expulsion par la Jordanie de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et son transfert au Liban, la guerre israélo-arabe de 1973, l'essor des courants de gauche et des mouvements islamistes syriens et iraniens, contribuèrent tous à façonner le paysage politique d'une ville en plein bouillonnement. Les expériences baathistes en Syrie et en Irak ont également trouvé un terrain fertile à Tripoli, où se jouaient les divisions entre les deux branches du parti. Le Baath irakien a acquis une influence toute particulière dans la ville et fit de nombreux émules en milieu sunnite, notamment à Bab Tebbaneh (appellation qui correspondait alors aux deux quartiers de Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen tels qu'ils sont connus aujourd'hui).¹⁸ Les tensions naturelles entre baathistes affidés à Bagdad et le régime de Damas se sont intensifiées à cause du soutien des premiers à l'OLP. De nombreuses personnalités du Baath irakien furent alors liquidées ou emprisonnées par les forces syriennes et leurs alliés.¹⁹

Leurs concitoyens allawites éveillèrent plus spécifiquement l'intérêt de Damas, qui soutint la création en 1972 du Mouvement de la jeunesse allawite, ancêtre du Parti

tion, la Cour de cassation le convoqua pour s'expliquer de ses « menaces » à l'encontre du premier ministre. A son retour au Liban après s'être rendu à Paris, il fut reçu à l'aéroport par une délégation du Hizbollah, qui l'escorta jusqu'à son domicile. Cette démonstration de force, en laquelle les détracteurs du Hizbollah ont voulu voir l'annonce d'un futur coup d'Etat, a eu un impact immédiat à Tripoli. A Jabal Mohsen couraient des rumeurs selon lesquelles les groupes militaires de Bab Tebbaneh avaient encerclé le quartier. Autre signe de surchauffe, des commandants militaires affirment que les prix des armes et des munitions commencent à grimper. *An-Nahar*, 13, 14, 20 et 21 septembre 2010. Entretien de Crisis Group, Tripoli, septembre 2010.
¹³ Les résidents de Jabal Mohsen ont jusqu'à ce jour « Bab Tebbaneh » comme lieu d'origine sur leur carte d'identité.

¹⁴ Entretien de Crisis Group, Rachid Jamali, ancien maire de Tripoli, 7 août 2010; Nahla Shahal, journaliste et ancienne activiste communiste, Tripoli, 6 août 2010.

¹⁵ Voir le rapport « Bab Tebbaneh, diagnostique général », préparé par la municipalité de Tripoli, le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), et un groupe d'organisations non-gouvernementales de Bab Tebbaneh, mai 2008, p. 22.

¹⁶ Les Allawites étaient présents dans des zones particulièrement défavorisées aux alentours de Tripoli et dans le Akkar. L'accès à la fonction publique ou à des carrières politiques leur était impossible, voire impensable.

¹⁷ Entretien de Crisis Group, Rachid Jamali, 7 août 2010 ; Nahla Shahal, Tripoli, 6 août 2010 ; Sabah Mawloud, présidente de l'Association pour le Travail des Femmes à Bab Tebbaneh, Tripoli, 6 août 2010 ; Fatat Khodr, présidente de l'Association Wathbat al-Fatat à Jabal Mohsen, Tripoli, 6 août 2010.

¹⁸ Entretien de Crisis Group, Ahmad al-Marj, ancien membre du conseil municipal de Tripoli, 2 août 2010.

¹⁹ Entretien de Crisis Group, ancienne militante du Baath, Tripoli, 28 septembre 2010.

démocrate arabe (PDA) fondé dix ans plus tard.²⁰ La rumeur veut que Refaat, frère du président syrien Hafez al-Assad, ait été particulièrement investi dans cette entreprise.²¹ Coïncidence ou non, Ali Eid, commandant militaire puis, à partir de 1985, leader du parti, a prénommé son fils aîné Refaat – aujourd’hui considéré comme l’homme fort du PDA. A la création en 1977 d’une coalition pro-syrienne à Tripoli, le Front de l’opposition nationale, Ali Eid en devient le numéro deux.²²

Une seconde strate s’ajouta à ce premier facteur de division quand la jeunesse sunnite embrassa la cause palestinienne, rejoignant en masse les camps d’entraînement paramilitaire et les rangs du Fatah. D’après un ancien militant de Bab Tebbaneh, « le quartier était devenu un des bastions de la révolution palestinienne ». ²³ Bien qu’au début de la guerre civile la Syrie ait soutenu l’OLP et ses alliés libanais, elle se retourna contre eux dès 1976, craignant qu’ils n’acquiescent un poids prépondérant au détriment des forces chrétiennes.²⁴ Ce tournant marqua une rupture décisive entre Sunnites et Allawites de Tripoli, les premiers combattant aux côtés des Palestiniens, tandis que les membres du Mouvement de la jeunesse allawite se mettaient au service des troupes syriennes déployées aux alentours de la ville.

Au début des années 80, le facteur islamiste superposa au conflit une troisième couche, lui faisant atteindre son paroxysme. Le choc de la paix séparée avec Israël signée par l’Égypte, l’inspiration offerte par la révolution iranienne, la répression brutale des Frères musulmans en Syrie (forçant nombre d’entre eux à se réfugier au Nord Liban)²⁵ et l’invasion israélienne du Liban se conjuguèrent

pour permettre le rassemblement d’une partie des courants politiques de Tripoli derrière le Mouvement de l’unification islamique (al-Tawhid), créé en 1982 à Bab Tebbaneh.²⁶ (C’est cette même année qu’est fondé le PDA, dont la branche militaire, les Chevaliers rouges, est commandée par Ali Eid.) Al-Tawhid facilita le retour au Liban, en 1983, de l’OLP de Yasser Arafat (chassé de Beyrouth par Israël l’année précédente) et sa réimplantation à Tripoli.

La Syrie, hostile à Arafat et échaudée par une contestation islamiste interne qu’elle venait à peine d’écraser, décida d’intervenir massivement. En 1983, elle défait l’OLP dans la bataille dite d’Abou Ammar en 1983, à laquelle nombre de combattants de Bab Tebbaneh ont participé. L’ingérence syrienne ne fit cependant qu’alimenter une résistance farouche du mouvement islamiste tripolite. Entre 1982 et 1985, le quartier de Bab Tebbaneh, en particulier, fut le théâtre d’affrontements extrêmement violents visant à éradiquer Al-Tawhid. Une partie de ses chefs furent liquidés ; en 1986 vient le tour de Khalil Akawi,²⁷ figure dominante du mouvement, considéré à

²⁰ Entretiens de Crisis Group, Rachid Jamali, Tripoli, 7 août 2010 ; Samira Baghdadi, Tripoli, 3 août 2010 ; Nahla Shahal, Tripoli, 6 août 2010 ; Sabah Mawloud, Tripoli, 6 août 2010 ; Fatat Khodr, Tripoli, 6 août 2010.

²¹ Entretiens de Crisis Group, Refaat Eid, responsable des relations extérieures du PDA, Tripoli, 24 septembre 2010 ; résidents de Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen, Tripoli, juillet-août 2010.

²² Voir *al-Nahar*, 15 juillet 2010.

²³ Entretien de Crisis Group, Tripoli, 17 juillet 2010.

²⁴ En 1975, le début de la guerre civile traduisait une scission de la scène libanaise en deux blocs principaux, à savoir une alliance entre Palestiniens et partis de gauche (l’alliance dite palestino-progressiste), soutenue par une majorité de musulmans, d’une part, et les forces chrétiennes opposées à la résistance palestinienne, de l’autre. En 1976, après une offensive montée par les forces chrétiennes contre les Palestiniens et leurs alliés, Damas intervint pour soutenir ces derniers. Mais, quand les alliés palestino-progressistes rejetèrent un accord de paix d’inspiration syrienne et attaquèrent leurs adversaires, l’armée syrienne changea de camp. Voir Rapport de Crisis Group N°84, *Nurturing Instability: Lebanon’s Palestinian Refugee Camps*, 19 février 2009, pp. 4-5.

²⁵ Entretiens de Crisis Group, anciens militants d’Al-Tawhid, Tripoli, 2009-2010.

²⁶ Influencé par la révolution iranienne et l’assassinat de Sadat par l’islamiste Khaled Islambouli, al-Tawhid est né à Bab Tebbaneh en 1982 suite à l’invasion israélienne du Liban. Il est le résultat de la fédération de trois mouvements, les Soldats de Dieu (Jund Allah) de Kanaan Naji (de tendance islamique), le Mouvement du Liban arabe d’Esmat Mrad (influencé par le marxisme-léninisme) et la Résistance populaire de Khalil Akawi (de type maoïste). Le cheikh Saïd Chaaban fut nommé émir d’Al-Tawhid. De par sa constitution même, le mouvement n’était pas une organisation structurée mais plus un rassemblement de mouvements de quartier. Son objectif était d’établir un ordre religieux à Tripoli. Il réussit à y fonder un émirat islamique qui dura quelques mois, et qui se caractérisa par des pratiques parfois violentes comme l’agression de femmes non voilées, la fermeture de débits de boissons ou encore des attentats contre les boîtes de nuit. Entretien de Crisis Group, anciens membres d’Al-Tawhid, Tripoli, 2008-2009. Voir Abdel Ghani Imad, *Les mouvements islamistes au Liban* (Beyrouth, 2007) ; Enquêtes de Mohamad Abi Samra, *An-Nahar*, 16 et 23 mai 2010 ; 8, 15, 22, 29 août 2010.

²⁷ L’activisme de Khalil Akawi (connu sous le nom d’Abou Arabi) s’est d’abord manifesté au sein du « Groupe de la colère » où, avec son frère Ali, il menait une action de type « Robin des Bois », dépouillant les riches pour redistribuer aux pauvres. Après la mort de son frère en prison, Khalil fonda la « Résistance populaire », mouvement influencé par le nassérisme et le communisme et proche du Fatah. Abou Arabi, qui avait interrompu son cursus scolaire en école secondaire, s’affirma comme un intellectuel autodidacte. Fasciné par la révolution islamique, il s’est converti à l’islamisme. Il vivait avec sa famille dans un petit appartement modeste et gagnait sa vie en travaillant dans un four à pain. Il est resté jusqu’à sa mort un leader désintéressé et pauvre. 25 ans après sa mort, Abou Arabi est toujours une figure hautement respectée de Bab Tebbaneh, dont les portraits figurent sur les vitrines et les murs du quartier. Aziz Allouch, un de ses anciens compagnons, associe son

Bab Tebbaneh comme un leader spirituel. Quelques mois plus tard, quand les forces syriennes, toujours avec l'aide de leurs alliés du PDA, prirent le contrôle du quartier, ses habitants subirent un véritable massacre, auquel participèrent également des alliés sunnites de la Syrie.²⁸ Plusieurs centaines de personnes furent tuées,²⁹ par des troupes étrangères autant que par des voisins de longue date. Un fossé psychologique venait donc parfaire la partition progressive entre Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen.

Le massacre de Bab Tebbaneh constitue en effet un tournant dans l'histoire des relations entre Sunnites et Allawites de Tripoli. Une grande partie des jeunes qui ont participé aux combats en 2007 et 2008 appartiennent à la dite « génération des orphelins », dont les pères furent tués au combat ou tombèrent aux mains du régime syrien. Un militant à Bab Tebbaneh affirme :

Chaque foyer a connu au moins un ou deux martyrs et nous vivons encore dans un esprit de revanche depuis le bain de sang de 1986. Il y a beaucoup de rancune ici et les gens n'ont pas encore vidé leurs cœurs. Nous attendons n'importe quelle occasion pour nous venger.³⁰

La fin de la guerre civile, en 1990, ne mit pas fin à la présence militaire syrienne, largement ressentie à Tripoli comme une forme d'occupation. Check-points omniprésents, collaboration forcée avec les services de renseignement, répression de toute tentative d'insubordination, la majorité sunnite estime avoir subi des mesures de sécurité particulièrement sévères.³¹ La minorité allawite, par

assassinat à « un tremblement de terre pour les habitants de Bab Tebbaneh ». Le cheikh Mazen affirme : « il y a deux choses que les habitants du quartier ne peuvent oublier : le massacre et l'assassinat de Khalil ». Nahla Shahal assure « de toute ma vie, je n'ai jamais rencontré une personne aussi intègre et honnête que Khalil. Il a représenté un vrai modèle et, à travers lui, les gens de Bab Tebbaneh retrouvaient leur dignité et leur fierté ». Entretiens de Crisis Group, Tripoli, août-septembre 2010.

²⁸ D'après l'ancien député de Tripoli Moustafa Allouch, « les habitants de Bab Tebbaneh continuent à pointer du doigt les Allawites du PDA sans mentionner les autres partis dont les membres étaient sunnites, car il est plus commode d'accuser un ennemi extérieur ». Entretien de Crisis Group, coordinateur général pour le Nord au sein du Courant du Futur, Tripoli, 24 septembre 2010.

²⁹ Il n'existe pas de chiffre fiable ou officiel relatif au massacre de Bab Tebbaneh. Les estimations varient entre 300 et 800 victimes. Les habitants du quartier racontent que les forces syriennes et les miliciens du PDA ont fait descendre dans la rue les jeunes hommes, dont une grande partie n'appartenait pas au Mouvement de l'unification islamique, et les ont tués en public sous les yeux de leurs familles. Entretiens de Crisis Group, juillet-août 2010.

³⁰ Entretien de Crisis Group, Tripoli, 7 février 2007.

³¹ Les habitants du quartier et les responsables de Tripoli assurent que des centaines de personnes furent emprisonnées et tor-

traste, bénéficia d'un traitement plus enviable. Damas veilla à ce que le PDA fut désarmé, comme l'ensemble des milices libanaises (à l'exception du Hizbollah). Mais à Tripoli, la proximité réelle ou supposée des Allawites avec les agents de sécurité syriens leur conférait un ascendant sur leurs concitoyens.³² Aussi, pour la première fois dans l'histoire du Liban, la communauté faisait en 1992 son entrée au parlement, remportant deux sièges à l'échelle nationale.

Ali Eid, chef du PDA, s'imposa initialement comme une importante figure locale,³³ stature qu'il perdit lors des élections parlementaires de 1996, quand il sembla tomber en disgrâce à Damas, au bénéfice d'un concurrent.³⁴ Selon certaines interprétations, Damas aurait cherché à diluer l'influence d'un allié dont l'image restait liée à la guerre civile et qui suscitait l'amertume de nombreux habitants de Tripoli, en favorisant l'émergence d'autres leaders au sein de la communauté.³⁵ Dans les années qui suivirent, le relâchement relatif de la présence syrienne s'accompagna d'un certain effacement de la communauté. Néanmoins, le PDA put conserver un rôle dominant à Jabal Mohsen, tandis que la répression exercée à Bab Tebbaneh, s'ajoutant aux effets de la guerre civile, laissa la scène locale extrêmement éclatée.

A partir de 2005, le PDA, sous la direction effective du fils d'Ali Eid, Refaat (officiellement responsable des relations extérieures), revint progressivement en force sur la scène politique en affichant son soutien à la Syrie. Dans le contexte émotionnel et hautement polarisé des lendemains de l'assassinat de Hariri, cette prise de position raviva toutes les rancœurs accumulées du côté de Bab Tebbaneh.

turées par les services de sécurité syro-libanais après la fin de la guerre. Entretiens de Crisis Group, Tripoli, 2008-2010. Voir Rapport de Crisis Group N°96, *Lebanon's Politics: The Sunni Community and Hariri's Future Current*, 26 mai 2010, pp. 5-7.

³² D'après les habitants du quartier de Bab Tebbaneh, les membres du PAD veillaient à livrer les opposants aux services syriens. Entretiens de Crisis Group, Tripoli, juillet-août 2010.

³³ Il est élu au parlement en 1992. Il est alors largement perçu comme un interlocuteur et intermédiaire des services syriens.

³⁴ En 1996, l'homme d'affaire Ahmad Hbous est élu au parlement avec le soutien de Damas pour le siège allawite à Tripoli.

³⁵ Entretiens de Crisis Group, Ahmad Ayoubi, président du Mouvement de la liberté et du développement, Tripoli, 26 septembre 2010, Ahmad Hbous, ancien député allawite de Tripoli, 24 septembre 2010 ; anciens militants d'Al-Tawhid, Tripoli 24 et 25 septembre 2010 ; Moustafa Allouch confirme cette hypothèse, tout en rajoutant que la Syrie a marginalisé Eid sans pour autant rompre complètement avec lui. Entretien de Crisis Group, Tripoli, 24 septembre 2010. Le fils d'Ali Eid, Refaat, affirme : « bien que notre éloignement nous a peiné, nous n'avons jamais changé de position et notre loyauté à l'égard de la Syrie est restée inébranlable ». Entretien de Crisis Group, Tripoli, 24 septembre 2010.

Des deux côtés, des comportements largement déterminés par des sentiments profonds de vulnérabilité (inspirés pour les uns par l'assassinat d'une figure communautaire, Rafic Hariri, et pour les autres par le retrait militaire d'un protecteur à l'origine de leur émancipation relative) étaient interprétés sur le mode d'une guerre existentielle. Lorsqu'en 2008 éclatèrent les combats les plus acharnés, nombreux étaient ceux, à Jabal Mohsen, qui pensaient avoir affaire à des salafistes jihadistes cherchant à conquérir leur quartier et en chasser ses habitants.³⁶ A Bab Tebbaneh, combattants et habitants étaient persuadés que des membres du Hizbollah et des forces syriennes étaient venus gonfler les rangs allawites, dans le but d'assujettir Tripoli après avoir mis la main sur Beyrouth.³⁷

Dans les esprits, et malgré un hiatus de plus de quinze ans, les événements s'inscrivaient dans une continuité évidente avec les enjeux territoriaux propres à la guerre civile.³⁸ La persistance de tels cadres d'analyse doit servir de rappel : si la stabilité du Liban venait à être sérieusement compromise, la force de ce déterminisme orienterait rapidement les comportements.

B. UN DESTIN PARTAGE

Des années de luttes fratricides ont laissé les deux quartiers singulièrement à égalité sur le plan du sous-développement. Ils forment une des régions les plus démunies du Nord du pays, voire de tout le Liban.³⁹ Le facteur d'instabilité politique induit par les graves inégalités qui caractérisent la société libanaise est une vérité maintes fois répétée : dès les années 60, par exemple, une mission d'experts français tirait la sonnette d'alarme à cet égard.⁴⁰ L'accord de

Taef, qui en 1989 définit les conditions de sortie de la guerre civile, réaffirma le principe d'un « développement équilibré entre les régions [comme] pilier fondamental de l'unité de l'État et de la stabilité du régime ».⁴¹ Depuis, les disparités n'ont fait que se creuser, comme en témoignent Jabal Mohsen et Bab Tebbaneh.

Le modèle de développement adopté dans l'après-guerre a nui doublement aux zones périphériques par son caractère ultralibéral et son obsession pour la capitale, conçue comme une vitrine rutilante déconnectée de l'arrière-pays.⁴² Une habitante de Bab Tebbaneh résuma un sentiment largement partagé :

Dans les années 90, on entendait parler de plans de reconstruction et de relève économique. Mais, pour nous, ces plans s'adressaient à un autre pays, à une population dont nous ne faisons pas partie. Même les traces des destructions causées par la guerre civile demeurent. Les destructions récentes ne font que s'ajouter aux anciennes, et ça va continuer. En dehors du centre-ville de Beyrouth, l'État peut bien fermer les yeux.⁴³

Le désintérêt du centre pour une ville comme Tripoli s'est répercuté sur les quartiers les plus défavorisés, comme le souligne un ancien maire de Tripoli :

La situation de Jabal Mohsen et de Bab Tebbaneh ne peut pas être dissociée de celle de Tripoli en général. Elle s'est d'autant plus détériorée que la ville dans son ensemble fut marginalisée. Changer la donne à Jabal Mohsen, Bab Tebbaneh ou Qobbé [quartier adjacent, connu pour la montée du salafisme en son sein] ne peut que s'inscrire dans le cadre d'une véritable entreprise de développement de Tripoli.⁴⁴

D'aucuns soulignent que l'État ne se préoccupe de la périphérie que d'une manière à compliquer davantage son sort, par ses contraintes bureaucratiques et interventions intempestives. Toute dépense qui dépasse les 2,000 dollars U.S.⁴⁵ doit être approuvée par le Qaimaqam (Sous-préfet), le Mohafez (Préfet) et le Ministre de l'Intérieur. Les décisions du conseil municipal ne peuvent être appliquées

³⁶ Entretien de Crisis Group, résidents, Jabal Mohsen, août 2010.

³⁷ Entretien de Crisis Group, Tripoli, juillet 2008, juillet-août 2010. Dans l'esprit de beaucoup de militants sunnites, les Allawites de Tripoli sont indissociables d'un projet syrien. Pour le leader d'un groupe armé opérant dans le quartier : « le conflit qui s'est intensifié à partir de 2007 avec Jabal Mohsen renvoie à la nature arrogante et ambitieuse des Allawites d'ici. Ces derniers se comportent comme leurs coreligionnaires de Syrie. Ils cherchent, avec l'aide de Damas, à dominer la majorité sunnite ». Entretien de Crisis Group, Aziz Allouch, Tripoli, septembre 2008.

³⁸ En 2008, les comportements reproduisaient en grande partie les pratiques de la guerre civile : tirs de snipers des deux côtés d'une « ligne de démarcation » passant par la rue de Syrie, harcèlement des civils du camp adverse, déplacement forcé des populations, ravivant l'homogénéisation communautaire des quartiers.

³⁹ Entretien de Crisis Group, responsables du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), Tripoli et Beyrouth, juillet-septembre 2010.

⁴⁰ Il s'agit de la mission IRFED chargée de mener entre 1960 et 1964 une enquête sur les niveaux de vie au Liban. L'étude inti-

tulée « Besoins et possibilités de développement du Liban » est disponible sur le site : www.studies.gov.lb.

⁴¹ Ce principe est du reste inscrit dans le préambule de la constitution libanaise.

⁴² Voir Rapport de Crisis Group, *Lebanon's Politics*, op.cit., pp. 2-5.

⁴³ Entretien de Crisis Group, Tripoli, 6 août 2010.

⁴⁴ Entretien de Crisis Group, Rachid Jamali, 7 août 2010. Un ancien responsable communiste de la ville considère que « Tripoli en général mais ses quartiers pauvres surtout sont les laissés-pour-compte de la phase de reconstruction d'après-guerre ».

Entretien de Crisis Group, Tripoli, 9 août 2010.

⁴⁵ Article 59 de la loi municipale.

sans l'accord de ces trois autorités.⁴⁶ De nombreux projets sont retardés, voire annulés, par le gouvernement. « Dans certains cas, il faut attendre plus d'un an l'accord du gouvernement sur le budget d'un projet donné. Entretemps les prix changent et on est obligé d'envoyer un nouveau budget ». ⁴⁷ Une conseillère municipale souligne ainsi le caractère paradoxal du rôle étatique :

Bien que l'Etat soit démissionnaire dans ces régions, ses services interfèrent constamment, directement ou indirectement, dans la gestion des affaires municipales et prennent souvent des décisions qui nous affectent sans nous consulter.⁴⁸

S'ajoutent à cette négligence des autorités centrales les dysfonctionnements de l'administration locale. Le conseil municipal est victime de luttes internes entre ses membres, qui pour la plupart sont affiliés aux leaders politiques de la ville. Une corruption répandue, à Tripoli comme ailleurs dans le pays, entrave aussi la réalisation des missions de la municipalité. Le manque d'effectifs et l'incompétence des fonctionnaires, souvent recrutés en fonction de leur affiliation politique, viennent compléter le tableau.⁴⁹

Les conséquences concrètes de ce mode de gestion sont particulièrement lourdes à Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen. L'accès aux services publics de base (l'eau potable, l'électricité, le réseau sanitaire, l'éducation...) est quasiment inexistant. Les forces de l'ordre n'assurent aucune présence visible, sans parler d'une quelconque régulation de la circulation. La plupart des familles, comptant souvent plus de huit membres, habitent dans des logements d'une ou deux pièces, avec revenu mensuel inférieur à 400 dollars.⁵⁰ L'illettrisme, la déscolarisation ainsi que le chômage atteignent des records.⁵¹ Les emplois disponibles sont souvent épuisants physiquement et dévalorisant socialement. La drogue, la prostitution et la criminalité sont réputées monnaie courante dans cette partie de Tripoli.⁵²

Bien que cette situation désastreuse soit avant tout le produit d'une longue tradition – accentuée depuis la guerre civile – de désinvestissement du gouvernement hors de la capitale, elle n'en suscite pas moins des interprétations sur-politisées, s'intégrant aux cadres identitaires hérités de la guerre civile. Une vision répandue parmi les habitants de Bab Tebbaneh explique leur marginalisation par une volonté de nuisance syrienne. Selon un ancien conseiller municipal originaire du quartier, « la Syrie a veillé à nous maintenir dans une extrême pauvreté, pour nous punir de lui avoir tenu tête pendant la guerre civile et d'avoir soutenu Arafat ». ⁵³ D'autres assurent que la peur du réveil islamique sunnite constituait la principale motivation syrienne.⁵⁴ Que Damas n'ait rien fait pour favoriser le développement de Jabal Mohsen ne semble pas troubler de telles certitudes.

Les Allawites d'en face expriment du reste des convictions opposées mais parfaitement symétriques, reprochant à l'Etat (et notamment à ses représentants sunnites) une discrimination fondée sur des critères sectaires. Un enseignant de Jabal Mohsen affirme : « non seulement l'Etat est absent, mais on nous nie même notre identité libanaise. Nous sommes continuellement pointés du doigt à cause de notre origine allawite ». ⁵⁵ Des deux côtés, une même aspiration à l'intégration nationale se fait pourtant entendre. « Nous voulons l'Etat, mais c'est l'Etat qui ne veut pas de nous » est un leitmotiv aussi bien à Bab Tebbaneh qu'à Jabal Mohsen. En attendant, les habitants, les jeunes notamment, sont enclins à se réfugier dans une culture milicienne que viennent entretenir des acteurs extérieurs trouvant leur propre compte dans le conflit.

IV. UN CONFLIT ALIMENTE PAR LE HAUT

A. L'ECONOMIE DE LA VIOLENCE

Depuis la guerre civile, les quartiers de Jabal Mohsen et Bab Tebbaneh n'ont suscité qu'épisodiquement l'attention des grands acteurs de la scène politique libanaise, en périodes électorales et lors de l'éclatement des combats de rue. Une même logique prévalait dans les deux cas : le prolongement, par des moyens pacifiques ou violents, d'une lutte de pouvoir engagée dans la capitale, et dont l'issue ne changerait rien au sort des populations concernées. Celles-ci jouent le jeu avec un mélange de lucidité et de pragmatisme, leur situation de précarité extrême leur laissant peu d'autres choix que d'accepter les aides

⁴⁶ Voir article 56 de la loi municipale.

⁴⁷ Entretien de Crisis Group, Rachid Jamali, 7 août 2010.

⁴⁸ Entretien de Crisis Group, membre du conseil municipal, 3 août 2010.

⁴⁹ Entretiens de Crisis Group, responsables d'associations travaillant avec la municipalité de Tripoli et anciens membres du conseil municipal, Tripoli, 24-26 septembre 2010.

⁵⁰ Voir le rapport « Bab Tebbaneh, diagnostique général », op. cit. p.23.

⁵¹ Il n'existe pas, semble-t-il, de chiffres officiels en la matière, mais responsables municipaux et activistes sociaux s'accordent pour estimer les taux d'analphabétisme, d'échec scolaire et d'inactivité professionnelle à plus de 50 pour cent. Entretiens de Crisis Group, Tripoli, juillet-août 2010.

⁵² Entretiens de Crisis Group, résidents de Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen, activistes sociaux et membres du conseil municipal de Tripoli, juillet-août 2010.

⁵³ Entretien de Crisis Group, Tripoli, 3 août 2010.

⁵⁴ Entretien de Crisis Group, résidents, combattants et sheikhs, Tripoli, juillet-août 2010.

⁵⁵ Entretien de Crisis Group, Tripoli, 10 août 2010.

extérieurs, aussi cyniques et éphémères fussent elles. La satisfaction des besoins les plus pressants, à commencer par la nourriture, dicte une relation quasi-commerciale entre les habitants de ces quartiers et l'élite politique.

Bab Tebbaneh en particulier constitue un enjeu électoral de taille. Ses habitants constituent plus de 20 pour cent de l'ensemble de l'électorat de Tripoli,⁵⁶ ville où s'expriment, se jaugent et s'affrontent les principales tendances qui coexistent au sein de la communauté sunnite du Liban.⁵⁷ Plusieurs richissimes hommes d'affaires entretenant des liens étroits avec l'Arabie Saoudite, Mohammed Safadi, Najib Miqati et, dans une moindre mesure, Misbah al-Ahdab, se partagent le leadership local et entretiennent des ambitions politiques à l'échelle nationale ; un courant pro-syrien y est dirigé par l'ancien premier ministre Omar Karamé, peu fortuné mais disposant d'une base populaire non négligeable ; les milieux islamistes, bien implantés, sont traversés de divers courants, notamment un salafisme bénéficiant de soutiens saoudiens et koweïtiens. Dans ce paysage complexe, les allégeances se renégocient constamment ; ceci est tout particulièrement vrai à Bab Tebbaneh, où les quelques dividendes retirés de la politique peuvent être affaire de survie. Un activiste social commente :

Lors des élections, comment les habitants de Bab Tebbaneh pourraient-ils ne pas vendre leurs voix contre 50 ou 100 dollars, alors qu'ils vivent dans la plus extrême pauvreté, peinant bien souvent ne serait-ce qu'à nourrir leur famille ?⁵⁸

En l'absence d'autres sources de revenus, la compétition entre acteurs politiques est devenue une composante clef de l'économie locale, qui profite de ses phases d'intensification.⁵⁹ Ce qui vaut pour les élections s'applique tout autant aux périodes de confrontation violente. Des jeunes désœuvrés y trouvent une forme de réalisation de soi, qui relève davantage d'une aspiration à la reconnaissance sociale que d'une quelconque mobilisation sur des bases idéologiques. Un observateur de la scène locale explique :

Des dizaines de jeunes hommes sans éducation restent assis toute la journée dans les cafés de Bab Tebbaneh,

sans travail ni aucune autre occupation. Que peuvent-ils espérer de mieux qu'un conflit armé qui leur donne l'occasion d'apprendre le maniement des armes et de gagner un peu d'argent. Ce ne sont pas les grands principes, ni les appartenances politiques ou religieuses, qui les poussent à combattre. C'est plutôt leurs besoins matériels, leur absence de perspectives et la situation sans issue dans laquelle ils se trouvent.⁶⁰

Ce pragmatisme se traduit par des changements d'alliances en fonction d'intérêts purement prosaïques, forçant les sponsors extérieurs à se prêter à une logique de surenchère. « Quand les actions de tel parti ou tel leader politique sont en hausse, c'est qu'il paie plus d'argent que les autres. Beaucoup de combattants ont changé de bord pour des raisons financières ». ⁶¹ Certains commandants de groupes armés, qui étaient à la base partisans du Courant du Futur, auraient même été recrutés, à l'issue du conflit entre Jabal Mohsen et Bab Tebbaneh, par le Hizbollah. C'est notamment le cas d'un ancien dirigeant militaire d'Afwaj Tarablos, groupe armé créé en 2007 par des responsables du Courant du Futur et financé par ce dernier. Ce retournement après la fin des combats aurait été motivé par l'argent, c'est-à-dire par les versements réputés plus généreux et réguliers du Hizbollah.⁶² Malgré son affiliation au parti chiite, tout le monde à Bab Tebbaneh s'accorde à penser que si les combats entre leur quartier et Jabal Mohsen devaient reprendre, ce dirigeant se rangerait à nouveau contre l'allié allawite du Hizbollah.⁶³

Il n'empêche, pendant les violences, l'impératif de défendre le quartier est formulé en des termes communautaires, ce qui permet aux combattants d'exercer des pressions sur leurs divers parrains,⁶⁴ au nom d'un devoir de solidarité face à l'ennemi. Se désintéresser du sort du quartier est politiquement couteux quand les combats font rage, ce qui expose ces sponsors à une forme de chantage venant de la base.⁶⁵ C'est ce qui explique que la dizaine de groupes armés opérant à Bab Tebbaneh aient pu mobiliser tout à fois le Courant du Futur – qui se dit opposé à toute militarisation et partisan de la construction de l'Etat –, le leader pro-syrien Omar Karamé, un homme d'affaires

⁵⁶ Voir *2009 Lebanese Parliamentary Elections by Ballot box, Candidates and Confessions*, Information International/As-Safir, (Beyrouth, 2009), pp.17-33.

⁵⁷ Voir Rapport de Crisis Group, *Lebanon's Politics*, op.cit. ; Rapport Moyen-Orient de Crisis Group N°87, *Les élections libanaises : éviter un nouveau cycle de violence*, 4 juin 2009.

⁵⁸ Entretien de Crisis Group, Tripoli, 17 juillet 2010.

⁵⁹ « Il n'existe aucune perspective d'avenir pour ces gens ; ils ne voient aucune issue à leur condition. Pour nombreux, le seul souci est de gagner un peu d'argent. La source principale est devenue les hommes politiques. Et en période de crise, on paie encore plus ». Entretien de Crisis Group, Sabah Mawloud, Tripoli, 6 août 2010.

⁶⁰ Entretien de Crisis Group, responsable du PNUD, 21 juillet 2010.

⁶¹ Entretien de Crisis Group, commerçant de Bab Tebbaneh, 3 août 2010.

⁶² Entretiens de Crisis Group, responsable du Courant du Futur, combattants et commandants de groupes armés, Tripoli, juillet-septembre 2010.

⁶³ Entretiens de Crisis Group, résidents, combattants et sheikhs, Tripoli, juillet-septembre 2010.

⁶⁴ Entretien de Crisis Group, conseiller de Najib Mikati, Tripoli, 2008. Le commandant d'un groupe armé affirme : « les notables locaux sont obligés de nous aider. Ceux qui ne le font pas sont discrédités aux yeux de la base sunnite ». Entretien de Crisis Group, Tripoli, mai 2008.

⁶⁵ Entretiens de Crisis Group, Samira Baghdadi, 3 août 2010.

comme Muhammad Safadi – malgré la sophistication qu’il cultive –, son concurrent Najib Miqati – dont les intérêts commerciaux s’étendent en Syrie – et le salafiste pourtant « quiétiste » Daï al-Isalm al-Chahal, lié à l’Arabie Saoudite. Le responsable d’un groupe armé de Bab Tebbaneh affirme :

Parce que la bataille était menée au nom de la protection de la communauté sunnite, dont l’honneur devait être lavé, même les alliés du Hizbollah et de la Syrie se sont vus obligés de soutenir les combattants sunnites contre les Allawites.⁶⁶

Depuis le début de la trêve, les besoins de reconstruction du quartier dictent une logique semblable, dans laquelle les habitants font appel à des bienfaiteurs communautaires pour se charger de cette mission. Leurs arguments sont beaucoup plus faibles qu’en période de crise, cependant, et ne suscitent que des réactions mitigées. Un représentant de Bab Tebbaneh affirme : « les gens se sont tournés vers tel ou tel leader pour réparer leurs maisons. Mais aujourd’hui, plus de deux ans après la fin du conflit, certaines familles ne peuvent toujours pas couvrir les coûts des réparations ».⁶⁷

A Jabal Mohsen, la situation n’est pas meilleure. Le PDA offre certains services à travers un dispensaire, un club sportif et une association caritative mais ces services restent limités.⁶⁸ L’ancien député et homme d’affaire allawite Ahmad Hboush a constitué un réseau de services sociaux dont les activités se sont vite réduites faute de financement.⁶⁹ Quant aux leaders non allawites de la ville, ils se sont souvent désistés de cette petite minorité qui ne représente pas pour eux de grands enjeux électoraux.⁷⁰ D’après

un membre du conseil municipal de Tripoli, « certains habitants de Jabal Mohsen sont relativement aisés et arrivent à satisfaire leurs besoins grâce à leurs activités professionnelles. Mais une autre partie plus pauvre est complètement dépendante de l’assistance, irrégulière, des leaders politiques. Pour ceux-là, le conflit constitue une source de revenus ».⁷¹

L’Etat, pour sa part, n’a en rien profité de l’occasion pour rassembler sa présence⁷² déléguant plutôt la satisfaction des attentes populaires aux acteurs partisans, et renforçant ce faisant une dépendance structurelle à leur égard ; même les principales ONG opérant dans la zone sont affiliées aux leaders politiques.⁷³ Ce laissez-faire est une tendance lourde au sein du Liban d’après-guerre, qui a vu se multiplier les réseaux de clientèle, dont les formes les plus abouties sont sans nul doute le Courant du Futur et le Hizbollah, qui ont mis en place au bénéfice de leurs bases sociales des services sociaux et économiques relativement performants, se substituant à toute dynamique plus globale de construction étatique.

B. L’EFFET DE LA POLARISATION NATIONALE

La division du Liban en deux camps antagonistes, suite à l’assassinat de Rafic Hariri, eut des répercussions profondes à Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen, malgré la distance qui les sépareit d’événements se jouant essentiellement dans la capitale. En particulier, elle réveilla et exacerba des rancœurs tenaces et des vieilles peurs existentielles.

Le meurtre fut vécu par les Sunnites de Tripoli comme un paroxysme d’une volonté syrienne de nuisance et de

⁶⁶ Entretien de Crisis Group, Tripoli, août 2010. Le leader allawite de Jabal Mohsen assure que des partisans d’Omar Karameh, leader sunnite de l’opposition à Tripoli, ont pris les armes contre son parti bien qu’ils appartiennent au même camp politique. Entretien de Crisis Group, Aly Eid, Tripoli, 7 février 2007. Cette même information a été confirmée par les habitants et les combattants de Bab Tebbaneh. Entretien Crisis Group, Tripoli, juillet-août 2010. Il en est de même des supporters de Najib Miqati, leader de Tripoli réputé proche de Damas. Entretien de Crisis Group, résidents, combattants et sheikhs de Bab Tebbaneh, Tripoli, juillet-août 2010.

⁶⁷ Entretien de Crisis Group, résidents, combattants et sheikhs, Tripoli, février 2007-août 2010. Voir Rapport de Crisis Group, *Lebanon's Politics*, op.cit.

⁶⁸ Crisis Group interviews, Tripoli, juillet-septembre 2010.

⁶⁹ Entretien de Crisis Group, membre du conseil municipal de Tripoli, 6 octobre 2010 ; responsable d’une association à Jabal Mohsen, Tripoli, 6 octobre 2010.

⁷⁰ La communauté allawite, minoritaire à Tripoli (près de 7 pour cent de l’électorat), ne peut pas ramener son propre représentant au parlement qui est effectivement élu par la majorité sunnite (plus de 76 pour cent). Ainsi, le député allawite allié du Courant du Futur, Badr Wannous, n’a remporté que 406 sur 6,596

voix allawites et fut élu grâce au soutien de plus de 50,000 voix sunnites. *2009 Lebanese Parliamentary Elections*, op.cit., pp. 17-18.

⁷¹ Entretien de Crisis Group, Leila Shahoud, Tripoli, 6 octobre 2010.

⁷² Les habitants ont reçu des compensations versées par le Haut comité de secours, instance gouvernementale chargée d’assister les personnes sinistrées par les conflits. Mais nombreux restent insatisfaits de ces indemnités qui selon eux ne correspondaient pas aux dégâts causés par les affrontements. Par ailleurs, ces compensations n’ont pas inclus les personnes indirectement affectées par le conflit, notamment les commerçants, artisans et ouvriers qui ont dû interrompre leur travail pendant près de quatre mois. Ces derniers ont organisé plusieurs sit-in en protestation contre ces mesures. Selon un rapport d’Unicef, plus de 20,000 familles à Bab Tebbaneh, Jabal Mohsen, Qobbé et d’autres quartiers avoisinant ont été affectées directement ou indirectement par les affrontements. Entretien de Crisis Group, Tripoli, juillet-septembre 2010 ; l’hebdomadaire local *Al-Bayan*, 30 septembre 2009 ; « Bab Tebbaneh and Jabal Mohsen Complex Crisis : situation, response, challenges and recommendations », Rapport d’Unicef, 2008.

⁷³ Il s’agit notamment de l’association Al-Azm wal Saadeh de Najib Mikati, la Fondation Hariri et la Fondation Safadi.

persécution à l'encontre de la communauté dans son ensemble.⁷⁴ Leur participation en nombre à la mobilisation populaire massive qui mit fin à la présence militaire syrienne renvoyait à un réflexe plus général de resserrement des rangs autour de Saad Hariri et du Courant du Futur.⁷⁵ Pour le responsable d'une ONG travaillant dans le quartier, « pour la première fois depuis la fin de la guerre civile, les habitants de Bab Tebbaneh se sont sentis impliqués dans une lutte qui dépassait les frontières de leur quartier. Ils se sont sentis, à travers le Courant du Futur, intégrés à un Liban contre lequel ils se rebellaient ».⁷⁶

Les Allawites, pour leur part, assistaient au départ forcé des troupes syriennes (qui s'étaient pourtant retirées de la ville depuis 2003)⁷⁷, avec les yeux d'une minorité longtemps vulnérable et brimée, et qui perdait ainsi la protection offerte par Damas,⁷⁸ condition de son émancipation relative.⁷⁹ Dans le rapport de force qui se nouait autour de l'avenir du Liban, ils ne pouvaient guère qu'identifier leur sort à celui du régime syrien, rejoignant par exemple le Hizbollah dans une vaste manifestation organisée à Beyrouth le 8 mars 2005, pour exprimer leur soutien et leur reconnaissance à Damas.

Ces alignements spontanés se renforçaient naturellement l'un l'autre. Le triomphalisme des habitants de Bab Tebbaneh, qui voyaient dans le retrait syrien, après des années de chape de plomb, une immense victoire,⁸⁰ suscitait de l'autre côté de la rue de Syrie des craintes de représailles. Inversement, le ralliement ostensible des Allawites au camp prosyrien renforçait leur image de cinquième colonne dans l'esprit de la majorité environnante. Ainsi, les enjeux d'un conflit dépassant de loin les frontières des deux quartiers se fixaient néanmoins sur le voisin d'en face.

Si les acteurs locaux se sont sentis partie prenante de la lutte pour l'avenir du Liban, les principaux protagonistes de celle-ci n'ont pas manqué de s'intéresser, réciproquement, à Jabal Mohsen et Bab Tebbaneh. De fait, le Liban tout entier se fragmenta en zones d'influence. Selon un historien de Tripoli, dans ce pays mosaïque qu'est le Liban, « chaque région, chaque parcelle s'intégrait aux logiques

du conflit entre les deux camps. Dans le nord tout particulièrement, toutes les parties ont cherché, directement ou indirectement, à orienter le cours des événements ».⁸¹ Les deux quartiers, jusque là laissés pour l'essentiel livrés à eux-mêmes, devinrent ainsi en 2005 des centres d'attention.

Damas, après s'en être détournée depuis presque dix ans, renoua subitement avec le PDA, relais à la loyauté presque assurée dans une partie extrêmement importante du pays – bastion sunnite en interaction étroite avec la scène sunnite de Syrie.⁸² D'un point de vue syrien, le parti dirigé par Ali Eid, hautement structuré, militairement performant et jouissant d'une solide base sociale, offrait un précieux contrepoids face à l'hostilité historique de Bab Tebbaneh, et un allié indispensable pour que Tripoli ne tombe pas entièrement sous la coupe du camp anti-syrien.

Le Courant du Futur, dont la politique avait pourtant consacré la marginalisation du Nord, se souvint soudain de Bab Tebbaneh – Saad Hariri faisant le déplacement, à la veille des élections de 2005. En 2008, à nouveau en déplacement à Tripoli, il offrait un plan de développement de 52 millions de dollars.⁸³

Ce regain d'intérêt, de part et d'autre, créait lui aussi un effet d'entraînement. La montée en puissance du Courant du Futur dans le nord augmentait d'autant le sentiment de marginalisation et d'exclusion chez les habitants de Jabal Mohsen. Le rôle syrien mobilisait en retour la communauté sunnite, conduisant à une implication croissante, semble-t-il, de l'Arabie Saoudite.⁸⁴

Ces interconnexions entre conflit local et rapports de force plus globaux expliquent l'éclatement des violences lorsque, par deux fois, la lutte qui se jouait dans Beyrouth rencontra une impasse. La grève générale proclamée en janvier 2007 par le Hizbollah et ses alliés menaça vite de dégénérer en affrontements dans les rues de la capitale, une escalade qu'aucun des deux camps ne voulait alors envisager. A Jabal Mohsen et Bab Tebbaneh, en revanche,

⁷⁴ Voir Rapport de Crisis Group, *Lebanon's Politics*, op. cit. pp. 5-7.

⁷⁵ Ibid.

⁷⁶ Entretien de Crisis Group, Tripoli, 17 juillet 2010.

⁷⁷ Voir *Al-Sharq al-Awsat*, 16 juillet 2003.

⁷⁸ Entretiens de Crisis Group, résidents, militants et représentants locaux, Jabal Mohsen, juillet-août 2010.

⁷⁹ Le retrait syrien a généré un intense sentiment de précarité chez une communauté qui « n'a remporté ses droits que grâce au soutien syrien ». Entretien de Crisis Group, représentant local de Jabal Mohsen, 2 août 2010.

⁸⁰ « A l'époque, les gens du quartier croyaient que se débarrasser de la Syrie allait constituer la solution à tous leurs problèmes ». Entretien de Crisis Group, ancien membre du conseil municipal de Tripoli, 2 août 2010.

⁸¹ Entretien de Crisis Group, Abdel Ghani Imad, 7 juillet 2010.

⁸² Parmi les signes de ce rapprochement, la participation du PDA à la manifestation du 8 mars 2005 organisée par le Hizbollah et ses alliés en soutien à la Syrie, des contacts entamés entre la famille Eid et des responsables syriens. En 2008, Ali Eid et son fils Refaat étaient même reçus par le président syrien Bashar Al-Assad. Entretien de Crisis Group, Refaat Eid, Tripoli, 24 septembre 2008 ; Agence nationale d'information, 23 septembre 2008.

⁸³ *Al-Mustaqbal*, 11 février 2008.

⁸⁴ Face au soutien syrien au parti allawite, différentes sources ont évoqué un appui saoudien aux groupes armés de Bab Tebbaneh. Entretiens de Crisis Group, résidents, combattants, sheikhs de Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen ; membre du conseil municipal de Tripoli, conseiller de Najib Mikati, responsable du Courant du Futur à Tripoli, mai-août 2008 et juillet-août 2010.

les premières altercations cédèrent vite le pas aux armes à feu, utilisées de part et d'autre, révélant la nature asymétrique de la relation entre centre et périphérie : si les tensions qui s'expriment au centre entraînent rapidement une dégradation de la situation dans la banlieue de Tripoli, les volontés d'apaisement, elles, se concentrent là où les enjeux sont réellement importants – c'est-à-dire dans les lieux les plus sensibles de la capitale. Ainsi, dans les mois qui suivirent, Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen vécurent au rythme de tensions et d'incidents occasionnels.⁸⁵

Les événements de mai 2008 illustrèrent encore mieux ce théorème. Les combats de rue que se livrèrent à Beyrouth les militants chevronnés du Hizbollah et les vigiles plus amateurs du Courant du Futur tournèrent vite à l'avantage des premiers, qui s'engagèrent aussi dans une brève bataille rangée contre des forces druzes, dans la montagne surplombant la capitale.⁸⁶ Mais, conscients de la gravité de cette confrontation, l'ensemble des parties s'efforça promptement de désamorcer les risques d'embrasement. Le désir partagé d'en revenir au plus vite à un registre politique, plutôt que militaire, posa les bases du compromis signé à Doha peu de temps après.⁸⁷ A Tripoli, en revanche, les heurts se poursuivirent encore plusieurs mois.

En fait, tout se passa comme si Jabal Mohsen et Bab Tebbaneh assumaient une fonction de champ de bataille de substitution. Les camps adverses se sont rejetés mutuellement la responsabilité des affrontements et de fait, des deux côtés, les raisons ne manquaient pas pour poursuivre la lutte.

La bataille de Beyrouth et l'accord subséquent, qui consacrait certaines exigences clef du Hizbollah et de ses alliés,⁸⁸ s'apparentaient à une défaite pour le Courant du Futur et, au-delà, pour la communauté sunnite dans son ensemble. Dans ce contexte, le mouvement de Saad Hariri

s'est senti obligé – de même que d'autres sponsors – de soutenir les militants de Bab Tebbaneh, en réponse à l'immense frustration des bases populaires sunnites. La notion qu'après la « perte de Beyrouth », tous les efforts devaient être faits pour « défendre Tripoli » était largement répandue.⁸⁹ L'idée selon laquelle « les armes de Jabal Mohsen sont des armes régionales, non locales », est du reste à peu près consensuelle en milieu sunnite.⁹⁰

Bien que le rapport de force ait été tranché à Beyrouth et Doha, la lutte entre le Courant du Futur, d'une part, et la Syrie et le Hizbollah, de l'autre (ainsi que leurs alliés respectifs), pouvait se poursuivre entre Sunnites et Allawites de Tripoli, à un niveau plus symbolique en somme (et néanmoins meurtrier). En découle la densité des significations attribuées aux violences, conçues comme des « messages » renvoyant à de multiples émetteurs, destinataires et enjeux. Le directeur d'un centre de recherche à Tripoli affirme : « dans cette région, il est facile de s'envoyer des messages politiques. Loin de la capitale, le conflit y est moins coûteux ». ⁹¹ Pour certains, les tensions dans le nord étaient instiguées par le Hizbollah et la Syrie, pour faire plier leurs adversaires dans le cadre d'un prolongement des négociations sur l'application de l'accord de Doha. ⁹² De son côté, le responsable du Parti démocrate arabe accusait le Courant du Futur d'encourager les salafistes extrémistes pour punir les Allawites de leurs orientations politiques. ⁹³

Le conflit entre Jabal Mohsen et Bab Tebbaneh a même été interprété comme un bras de fer entre Damas et Riyad, dont l'animosité réciproque battait alors son plein. ⁹⁴ Le rôle fort médiatisé joué par les islamistes et les salafistes ⁹⁵

⁸⁵ Des agressions récurrentes entre membres des deux communautés eurent lieu en 2007 et 2008. Entretiens de Crisis Group, résidents, Tripoli, juillet-septembre 2010. En novembre 2007, un individu de nationalité syrienne, membre du PDA et travaillant à Bab Tebbaneh, fut tué par balles par des jeunes du quartier. *Al-Hayat*, 16 novembre 2007.

⁸⁶ Briefing de Crisis Group, *Hizbollah's Weapons Turn Inward*, op. cit.

⁸⁷ L'accord signé à Doha le 21 mai 2008 convient de l'élection par le parlement du général Michel Suleiman à la présidence de la république, la formation d'un gouvernement d'union nationale composé de 30 ministres (seize appartenant à la majorité, onze à l'opposition et trois à la présidence), l'adoption de la loi électorale de 1960 amendée, le renoncement à l'usage des armes sur la scène domestique. www.aljazeera.net/Mob/Templates/Postings/ArchivedDetailedPage.aspx?ArchiveId=1091172.

⁸⁸ Parmi les principales revendications de l'opposition, la constitution d'un nouveau gouvernement d'unité nationale, dans lequel celle-ci disposerait du tiers de blocage.

⁸⁹ Entretiens de Crisis Group, sheikhs, membres de la communauté sunnite et responsables du Courant du Futur, Tripoli et Beyrouth, 2008-2009.

⁹⁰ Entretien de Crisis Group, directeur du Centre culturel pour le dialogue et les études, Tripoli, 7 juillet 2010.

⁹¹ Ibid.

⁹² Entretien de Crisis Group, Mustafa Allouch, député du Courant du Futur, Tripoli, 2008. Doha avait accordé le tiers de blocage à l'opposition mais un désaccord perdurait quant à la répartition des portefeuilles au sein du gouvernement.

⁹³ Voir *Al-Akhbar*, 23 juillet 2008.

⁹⁴ Voir Rapport de Crisis Group, *Lebanon's Politics*, op. cit. pp. 9-10.

⁹⁵ Le cheikh salafiste Daï al-Islam al-Chahal a notamment lancé un appel retentissant au jihad, www.alarabiya.net/programs/2008/10/18/58458.html. Il a déclaré avec d'autres personnalités islamistes de Tripoli la constitution d'un groupe militaire pour la défense des Sunnites. *An-Nahar*, 15 mai 2008. Le rôle des salafistes reste néanmoins controversé. Ils sont certes présents à Bab Tebbaneh, tout comme dans les quartiers avoisinant de Qobbé et Abou Samra et ont participé aux combats, quoique de façon limitée, vraisemblablement. A Tripoli, les salafistes manquent de structures et sont fortement éclatés. Par conséquent, ils n'ont pas réussi à former un groupe organisé et militairement fort, susceptible de donner à cette bataille une couleur salafiste.

laissait supposer aux observateurs un aval saoudien.⁹⁶ Pour l'ancien maire de Tripoli, l'Arabie Saoudite ne serait intervenue que de façon indirecte, à travers le Courant du Futur.⁹⁷

En pratique, l'étendue du soutien extérieur offert aux militants est naturellement difficile à mesurer. Ce qui est sûr, c'est que le niveau de vie des combattants de chaque camp les rendait éminemment dépendant de ressources venant d'ailleurs, ne serait-ce que pour se réapprovisionner en munitions – dont les coûts sont généralement élevés au Liban, et flambent quand la demande marque un pic.⁹⁸ Sans injection d'argent étranger au conflit, celui-ci n'aurait pas duré plus de quelques jours. L'implication des acteurs régionaux, qu'elle soit directe ou à travers leurs relais réciproques, ne fait ainsi aucun doute.

C. UN APPAREIL DE SECURITE PARALYSE

« Quand l'armée arrive, nous savons que les combats sont finis ». Cette affirmation, répétée cyniquement par de nombreux habitants du quartier de Bab Tebbaneh, en dit long sur les contraintes sous lesquelles agit l'appareil de sécurité au Liban. L'armée s'est de fait déployée à plusieurs reprises dans une zone qui sépare les deux quartiers, mais seulement quand des trêves étaient annoncées ; elle ne tardait pas à se retirer dès que les combats reprenaient.⁹⁹

Ce constat ne s'applique pas qu'aux violences qui ont pris place à Tripoli. Il se pose à chaque fois que s'affrontent deux ou plusieurs communautés, comme le souligne un shaykh : « quand des groupes armés appartenant à des communautés différentes s'entretuent, l'armée a besoin d'une décision politique pour intervenir, sans laquelle elle mettrait en péril sa propre cohésion ».¹⁰⁰ A diverses re-

prises depuis 2005,¹⁰¹ l'armée a semblé paralysée face à des troubles internes de premier ordre, voyant sa mission entravée par sa propre composition.¹⁰² Rassemblant dans ses rangs les différentes communautés du pays, elle craint de se diviser selon ses clivages confessionnels.¹⁰³ Cette peur remonte à la guerre civile, quand l'armée s'est fragmentée et que des centaines de ses membres l'ont désertée pour rejoindre les milices.¹⁰⁴ Précisément parce que l'institution militaire est aujourd'hui la colonne vertébrale de ce qu'il reste d'un Etat libanais transcendant les confessions, son unité est devenue un objectif en soi, quitte à ce que sa neutralité se traduise souvent par l'inaction.

Le rôle de l'appareil sécuritaire est ambigu en cela qu'il se limite à consolider un accord au sommet entre les parties politiques, en exerçant un contrôle à la base.¹⁰⁵ En d'autres termes, il n'intervient en règle générale que sur la base d'un consensus, et s'avère donc incapable de maintenir les dissensions politiques dans un registre strictement pacifique. Au contraire, en l'absence d'un tel accord, des

¹⁰¹ L'exemple le plus frappant est celui des clashes qui ont opposés, en mai 2008, les militants du Hizbollah et du Courant du Futur, au cours desquels l'armée libanaise s'avéra incapable d'intervenir, sauf à « sécuriser » les zones où le Hizbollah était déjà passé. Voir Briefing de Crisis Group, *Hizbollah's Weapons Turn Inward*, op. cit.

¹⁰² Le cas de Nahr El-Bared, camp de réfugiés palestiniens où l'armée n'a pas hésité à intervenir, en 2007, contre le groupe islamiste Fatah al-Islam, offre un contraste intéressant, illustrant a contrario comment les marges de manœuvre de l'institution militaire s'amenuisent lorsqu'il s'agit d'un conflit impliquant des groupes libanais. Voir Rapport de Crisis Group, *Nurturing Instability*, op. cit.

¹⁰³ En 2007, par exemple, suite à des clashes qui avaient opposé Sunnites et Chiites à Beyrouth, un haut-officier de l'armée mettait en garde : « si des incidents confessionnels perdurent et se propagent dans plusieurs endroits du Liban, alors nous aurons des craintes pour l'unité de l'armée ». Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 3 février 2007. De même, lors des clashes qui ont opposé en mai 2008 des militants du Courant du Futur et ceux du Hizbollah, le président Michel Sleiman, à l'époque commandant en chef de l'armée déclarait : « ce qui s'est passé dans les rues de Beyrouth est une vraie guerre civile qu'aucune armée nationale au monde ne peut confronter et réprimer. De grands Etats ont été confrontés à des guerres pareilles et n'ont pas pu mettre fin aux combats et ont fini par se diviser en deux camps ou plus », www.lebanesearmy.gov.lb/article.asp?ln=ar&id=18449.

¹⁰⁴ L'armée a connu plusieurs vagues de fragmentation, quand des officiers la désertaient pour former leur propre groupe militaire où se rallier aux milices de l'époque, souvent selon des motivations sectaires. Pour plus de détails, voir Sami Rihana, *Histoire de l'armée libanaise contemporaine* (Beirut, 1984, 1988).

¹⁰⁵ Parlant du conflit entre les deux quartiers, un responsable militaire a déclaré : « l'armée travaille à ramener un vrai calme dans le nord... Mais cela dépend de la conclusion d'un accord entre dirigeants politiques et religieux locaux. L'armée agira avec fermeté à l'égard de ceux qui violeront l'accord ». Agence France-Presse, 26 juillet 2008.

Certains se sont battus contre les Allawites, mais souvent à titre individuel. D'ailleurs, de nombreux combattants et commandants de groupes armés de Bab Tebbaneh se revendiquent de l'islamisme. Mais la bataille a moins été menée au nom de courants islamistes que par solidarité des habitants d'un quartier qui partagent une histoire commune. Le cheikh Mazen affirme : « quand le conflit éclate entre Bab Tebbaneh et Jabal Moshen, tout le monde enlève son chapeau [islamiste, salafiste, arabiste, communiste ...] et porte celui de Bab Tebbaneh ». Entretien de Crisis Group, Tripoli, 25 septembre 2010 ; Résidents, combattants et commandants de groupes armés, Tripoli, juillet-septembre 2010.

⁹⁶ Entretiens de Crisis Group, sheikhs, combattants and représentants locaux, Tripoli, juillet-août 2010.

⁹⁷ Entretien de Crisis Group, Rachid Jamali, Tripoli, 6 août 2010.

⁹⁸ Entretiens de Crisis Group, commandants de groupes armés et combattants, Tripoli, février 2007 et mai-août 2008.

⁹⁹ Entretien de Crisis Group, résidents de Bab Tebbaneh, Tripoli, septembre 2010.

¹⁰⁰ Entretien de Crisis Group, Tripoli, juillet 2010.

groupes armés ont le champ libre pour agir. Pire, ils se réfèrent, ironiquement, à la faiblesse de l'appareil de sécurité pour justifier leurs propres pratiques paramilitaires.¹⁰⁶

A Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen, notamment, la paralysie de l'appareil sécuritaire légitime aux yeux des combattants et habitants l'existence d'un armement à des fins d'autodéfense.¹⁰⁷ Ainsi, dans le vide étatique qui prévaut, les armes des uns servent d'argumentaire à celles des autres, dans une logique dont on ne voit pas l'issue.

V. CONCLUSION : UNE RECONCILIATION EN TROMPE L'ŒIL

Bien que la dite réconciliation de septembre 2008 ait mis fin aux affrontements, le dossier n'est pas clos.¹⁰⁸ Elle relève plutôt d'une trêve visant à mettre en suspend des rivalités susceptibles de rebondir à tout moment. Le « Document de Tripoli » consacrait en effet un accord au sommet qui faisait l'impasse sur toute nécessité de résoudre les causes du problème à la base. Certes il prévoyait, notamment, l'élimination de toute présence milicienne dans le nord, le retour des réfugiés et la compensation des pertes.¹⁰⁹ Mais la plupart de ces dispositions relevaient plutôt d'effets d'annonce. En pratique, aucun mécanisme n'a été mis en place pour veiller à leur exécution.

¹⁰⁶ Voir Briefing de Crisis Group, *Hizbollah's Weapons Turn Inward*, op. cit. ; Rapport de Crisis Group, *Lebanon's Politics*, op. cit. Il en est de même pour le Hizbollah, qui justifie son arsenal entre autre par la faiblesse de l'armée.

¹⁰⁷ Un représentant local de Bab Tebbaneh affirme, « l'Etat ne pouvait pas nous défendre. Il nous fallait prendre les armes pour défendre le quartier et ses habitants ». Entretien de Crisis Group, Tripoli, juillet 2010. Au sein de la communauté allawite, ces armes servent à procurer un sentiment de sécurité face à un environnement perçu comme hostile. Un combattant de Jabal Mohsen reconnaît : « c'est vrai, nous possédons des armes et nous sommes forts militairement. Mais, c'est parce que nous sommes une minorité menacée. Nous ne sommes que quelques dizaines entourés de plusieurs centaines de milliers de sunnites ». Entretien de Crisis Group, Tripoli, 14 août 2010.

¹⁰⁸ A titre d'exemple, en octobre 2009, des obus furent lancés contre le quartier de Jabal Mohsen ; en avril et en juillet 2010, des grenades ont explosé à Bab Tebbaneh ; d'autres explosifs furent découverts avant leur explosion dans les deux quartiers. *An-Nahar*, 8-9 octobre 2010 ; *As-Safir*, 23 avril 2010 ; *Al-Akhbar*, 29 juillet 2010.

¹⁰⁹ *An-Nahar*, 9 septembre 2010. Aussitôt après la signature de cet accord, l'armée s'est déployée dans les deux quartiers, plusieurs centaines de familles déplacées rentrèrent progressivement dans leurs quartiers.

Les combattants n'ont guère été associés à la négociation de cet accord et expriment leur ressentiment. A Bab Tebbaneh, où les signataires ne sont pas considérés comme des représentants légitimes,¹¹⁰ la frustration est particulièrement intense. Le cheikh Mazen, imam de la mosquée Harba et figure locale largement respectée, affirme :

Les leaders politiques, qui ont eux-mêmes tourné la lame dans les plaies du passé, estiment aujourd'hui qu'ils contrôlent la situation. Ce n'est pas le cas. Il s'agit d'un conflit qui date de 30 ans et qui ne se règle pas ainsi, sans tenir compte des demandes des habitants du quartier.¹¹¹

Un commandant d'un groupe armé confirme : « nous nous sommes pliés, malgré nous, à cette décision de cessez-le-feu, mais le conflit n'est pas terminé. Ils peuvent bien parler de réconciliation ; pour nous il s'agit simplement d'une trêve, et nous attendons la prochaine bataille ». ¹¹²

Toute logique de démilitarisation a rapidement échoué. Les parties au conflit ont refusé de livrer spontanément leurs armes et les autorités libanaises se sont bien gardées de chercher à s'en saisir. Les tensions étaient jugées trop grandes, comme le décrit un historien de la ville : « si l'armée avait essayé de confisquer l'armement des uns et des autres, elle se serait vue impliquée dans des enjeux qu'elle ne peut pas gérer ». ¹¹³ A Jabal Mohsen, le désarmement du PDA renvoie au problème complexe des relations syro-libanaises, comme l'explique un journaliste de Tripoli affirmant : « en 2008, ni la Syrie, ni le Hizbollah n'auraient accepté qu'un de leurs alliés dans le nord soit désarmé. Aujourd'hui, et après la réconciliation qu'a entamée Saad Hariri avec Damas, il n'y a plus aucune justification pour un tel désarmement. Un tel acte serait perçu comme une provocation par le régime syrien ». ¹¹⁴

¹¹⁰ Un comité formé à Bab Tebbaneh a regroupé les principaux commandants militaires ainsi que certaines personnalités du quartier. Mais ce comité représentatif a boycotté la réconciliation. Il a également refusé de rencontrer Saad Hariri pendant sa visite à Tripoli. Entretiens de Crisis Group, membres du comité, Tripoli, juillet-septembre 2010.

¹¹¹ Entretien de Crisis Group, Tripoli, 29 août 2010. Le comité représentant les habitants de Bab Tebbaneh avait présenté une liste de demandes dont certaines ne furent pas prise en compte par l'accord de Tripoli. Parmi ces demandes, le fait que les réparations et les compensations incluent les dégâts et pertes restés ignorés depuis la fin de la guerre civile en 1990, ainsi que la compensation des familles victimes du massacre de 1986 et l'extension de ces compensations aux personnes lésées économiquement par les affrontements récents. Entretiens de Crisis Group, membres du comité de Bab Tebbaneh, juillet-septembre 2010.

¹¹² Entretien de Crisis Group, Tripoli, 21 juillet 2010.

¹¹³ Entretien de Crisis Group, Tripoli, 9 août 2010.

¹¹⁴ Entretien de Crisis Group interview, directeur de rédaction d'un journal local, Tripoli, 29 août 2010.

La situation à Bab Tebbaneh n'est pas moins compliquée. Les figures locales et commandants de groupes armés affirment vouloir retenir leur arsenal, même si cela devait les conduire à combattre l'armée.¹¹⁵ Un ancien membre du conseil municipal de Tripoli replace le problème dans un contexte dont les ramifications sont infinies : « tant qu'une communauté [à savoir chiite] détient des armes, nous ne nous laisserons pas désarmer ».¹¹⁶ La présence des armes s'est simplement faite plus discrète. Un combattant confie : « nous les avons cachées, mais elles peuvent ressortir à tout moment ».¹¹⁷

Les rancœurs et les peurs, elles, continuent à s'étaler au grand jour.¹¹⁸ Les combattants sont fêtés en héros. Aucune justice n'a été rendue. C'est logique, du reste, puisque un examen judiciaire rigoureux révélerait vite le rôle des personnalités qui ont fini, justement, par se mettre d'accord pour enterrer l'affaire. Un responsable onusien à Tripoli s'interroge : « comment voulez vous que les combattants soient jugés alors qu'ils ont été encouragés et financés par les leaders politiques ? Qui diable les jugerait ? Aucun travail de justice transitionnelle et de réconciliation à la base n'a été engagé ».¹¹⁹ Les violences de 2007 et 2008 n'ont fait qu'approfondir les divisions sectaires, les préjugés et les sentiments d'injustice.

Les traces des balles et des obus, des destructions et des incendies causés par le conflit restent visibles. La reconstruction se laisse désirée et le vide étatique continue à prévaloir. Il faudrait peu de choses, au fond, pour que les haines accumulées n'explorent à nouveau. Une possible inculpation de membres du Hizbollah par le Tribunal spécial pour le Liban, par exemple, suffirait sans doute à générer suffisamment de tensions sectaires pour relancer un cycle d'affrontements.¹²⁰ Les déclarations des leaders

politiques de Tripoli montrent l'intensité des tensions et font craindre que la ville ne serve à nouveau de terrain de substitution au conflit entre le Courant du Futur et le Hizbollah. L'ancien député de la ville, Misbah al-Ahdab, a affirmé : « on prépare le terrain pour une nouvelle bataille à Tripoli et entre ses habitants. Est-ce que le Hizbollah confrontera [l'acte d'inculpation] en provoquant des dissensions inter-sunnites à Tripoli ou des affrontements entre Sunnites et Allawites ? »¹²¹ Quant au responsable du PDA, il est allé jusqu'à considérer que :

Tripoli est prêt pour une nouvelle confrontation et attend juste une décision politique. Tous les signes montrent qu'on se dirige vers la destruction à cause de flagrantes ingérences étrangères qui provoquent des tensions sectaires visant à enflammer la scène Libanaise en commençant par Tripoli.¹²²

Comme pour venir confirmer ces propos, le 5 octobre une roquette est lancée contre Jabal Mohsen faisant deux blessés.¹²³ Pour le président d'une ONG active dans le quartier allawite :

C'est le même scénario qui se répète à chaque fois. C'est comme si l'on prépare le terrain pour les prochains affrontements, une sorte de réchauffement avant le début du conflit. Les gens à Jabal Mohsen n'ont aucun doute qu'on est au bord du gouffre. On commence déjà à voir chez les gens les mêmes réflexes qui précèdent les combats : les uns ont déjà quitté le quartier, d'autres stockent la nourriture et les miliciens sont eux également prêts.¹²⁴

En somme, les quartiers de Jabal Mohsen et Bab Tebbaneh n'ont vu que la reproduction d'un modèle de « réconciliation » qui vaut à l'échelle du Liban. A l'issue de chaque crise, les leaders politiques s'engagent à restaurer la con-

¹¹⁵ Entretien de Crisis Group, Tripoli, juillet-août 2010.

¹¹⁶ Entretien de Crisis Group, Tripoli, 4 août 2010.

¹¹⁷ Entretien de Crisis Group, Tripoli, 21 juillet 2010.

¹¹⁸ Entretien de Crisis Group, habitants de Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen, combattants et représentants locaux, July-August 2010.

¹¹⁹ Entretien de Crisis Group, 21 juillet 2010.

¹²⁰ Le parti chiite craint qu'une inculpation de ses membres ne nuise à l'image de la résistance qu'il entend incarner, en réduisant son armement à l'instrument non pas d'une lutte contre Israël mais de sombres règlements de compte en interne. Il redoute un retournement d'une partie de l'opinion publique arabe et musulmane, et une dégradation des relations déjà très tendues entre les communautés sunnites et chiites au Liban. Qualifié par le responsable des relations internationales du Hizbollah de « bombe à retardement », le tribunal fait l'objet depuis plusieurs mois d'une campagne visant à le décrédibiliser. Le premier ministre Saad Hariri a de son côté affirmé son attachement au tribunal et déclaré qu'il refuse « d'oublier le sang de son père », une position qui résonne fortement avec les émotions de sa base. Un compromis reste jusqu'à ce jour impossible à atteindre. Une des conséquences possibles d'une inculpation à venir pourrait être

la démission des ministres de l'opposition, provoquant ainsi la chute du gouvernement et une paralysie de la vie politique. Mais les risques de violences sont également à craindre. Bien que le Hezbollah et le Courant du Futur se disent tous deux opposés à toute confrontation entre Sunnites et Chiites, les réactions à la base restent largement incontrôlables. Un responsable du Hezbollah affirme, « il suffit d'un acte de vengeance, d'un attentat suicide dans un quartier chiite pour semer la discorde ». Le secrétaire général adjoint du parti s'est également inquiété de la présence au Liban de services de renseignement « israéliens, américains et arabes », qui pourraient profiter de la situation pour provoquer des affrontements entre les deux communautés. Agence France-Presse, 29 septembre 2010 ; Interview du cheikh Naïm Kasseem sur Kalam al-Nass, LBCI (télévision libanaise), 30 septembre 2010 ; Entretiens de Crisis Group, responsables du Hezbollah, juillet-septembre 2010.

¹²¹ *Al-Sharq al-Awsat*, 1 octobre 2010.

¹²² Ibid.

¹²³ www.lbcnews.net/Template.aspx?Type=N&NewsID=30021.

¹²⁴ Entretien de Crisis Group, Samir Hassan, Tripoli, 6 octobre 2010.

corde, à désamorcer les tensions, quitte à ignorer pour ce faire le fond du problème. La « réconciliation » n'est pas un facteur de stabilisation mais de régulation du conflit, et encore. L'interminable guerre civile n'a-t-elle pas été précédée d'une « réconciliation » plus ostensible que de coutume ? L'après-guerre, pour sa part, n'a guère été qu'« une phase d'amnésie forcée où il s'est agi de faire comme si le passé n'avait pas existé, et le temps de la transition, de la mutation, a été escamoté ».¹²⁵

Bien sûr, la question libanaise dans son ensemble contient d'innombrables ramifications, et il serait bien illusoire de croire pouvoir la résoudre dans l'abstraction de toute une équation régionale à variables multiples. Mais le problème relativement bien circonscrit de Jabal Mohsen et Bab Tebbaneh est lui-même traité, symptomatiquement, d'une manière semblable à la gestion de tous les problèmes libanais. Dans ces quartiers, même les mesures les plus évidentes restent à prendre, à commencer par une étude rigoureuse des conditions de vie, la réactivation de la rue de Syrie comme cœur économique partagé, l'effacement de diverses strates de destructions héritées des périodes de conflit, la mise sur pied d'un comité de réconciliation authentique, et la négociation d'un accord politique sur le déploiement durable des forces de sécurité. Certes, les grands enjeux sont ailleurs, qu'il s'agisse de l'avenir de la résistance, du rapport de force avec Israël, de la renégociation des relations syro-libanaises, ou encore des tensions sectaires qui irriguent la région. Ces questions là sont au cœur d'une crise qui n'en finit pas de rebondir et de muter.

Il est temps pour le Liban d'affronter les plus petits de ses défis, ne serait-ce que pour limiter les effets déstabilisateurs des plus grands.

Beyrouth/Bruxelles, le 14 octobre 2010

¹²⁵ Amal Makarem (dir.), *Mémoire pour l'avenir* (Beyrouth, 2002), citée par Tamirace Fakhoury, « Le Liban d'après réconciliation : une réconciliation précaire qui oscille entre une coexistence fragile et la tutelle syrienne », conférence tenue à Berlin, 31 janvier-2 février 2005.

ANNEXE A

CARTE DU LIBAN



ANNEXE B

RAPPORTS ET BRIEFINGS DE CRISIS GROUP AU MOYEN-ORIENT DEPUIS 2007

Afrique du Nord

- Egypt's Sinai Question*, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°61, 30 janvier 2007 (aussi disponible en arabe).
- Sahara Occidental : le coût du conflit*, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°65, 11 juin 2007 (aussi disponible en anglais et en arabe).
- Sahara Occidental : sortir de l'impasse*, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°66, 11 juin 2007 (aussi disponible en anglais et en arabe).
- Egypt's Muslim Brothers: Confrontation or Integration?*, Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord N°76, 18 juin 2008 (aussi disponible en arabe).

Conflit Israélo-Arabe

- After Mecca: Engaging Hamas*, Rapport Moyen-Orient N°62, 28 février 2007 (aussi disponible en arabe).
- Restarting Israeli-Syrian Negotiations*, Rapport Moyen-Orient N°63, 10 avril 2007 (aussi disponible en arabe).
- After Gaza*, Rapport Moyen-Orient N°68, 2 août 2007 (aussi disponible en arabe).
- Le Hezbollah et la crise libanaise*, Rapport Moyen-Orient N°69, 10 octobre 2007 (aussi disponible en anglais et en arabe).
- The Israeli-Palestinian Conflict: Annapolis and After*, Briefing Moyen-Orient N°22, 20 novembre 2007 (aussi disponible en arabe).
- Inside Gaza: The Challenge of Clans and Families*, Rapport Moyen-Orient N°71, 20 décembre 2007.
- Ruling Palestine I: Gaza Under Hamas*, Rapport Moyen-Orient N°73, 19 mars 2008 (aussi disponible en arabe).
- Lebanon: Hizbollah's Weapons Turn Inward*, Briefing Moyen-Orient N°23, 15 mai 2008 (aussi disponible en arabe).
- La nouvelle équation libanaise : le rôle central des Chrétiens*, Rapport Moyen-Orient N°78, 15 juillet 2008 (aussi disponible en anglais).
- Ruling Palestine II: The West Bank Model?*, Rapport Moyen-Orient N°79, 17 juillet 2008 (aussi disponible en arabe).
- Round Two in Gaza*, Briefing Moyen-Orient N°24, 11 septembre 2008 (aussi disponible en arabe).

- Palestine Divided*, Briefing Moyen-Orient N°25, 17 décembre 2008 (aussi disponible en arabe).
- Ending the War in Gaza*, Briefing Moyen-Orient N°26, 5 janvier 2009 (aussi disponible en arabe et hébreu).
- Dialoguer avec Damas ? Les leçons de l'expérience française*, Briefing Moyen-Orient N°27, 15 janvier 2009 (aussi disponible en anglais et arabe).
- Engaging Syria? U.S. Constraints and Opportunities*, Rapport Moyen-Orient N°83, 11 février 2009 (aussi disponible en arabe).
- Nurturing Instability: Lebanon's Palestinian Refugee Camps*, Rapport Moyen-Orient N°84, 19 février 2009 (aussi disponible en arabe et hébreu).
- Gaza's Unfinished Business*, Rapport Moyen-Orient N°85, 23 avril 2009 (aussi disponible en arabe et hébreu).
- Les élections libanaises : éviter un nouveau cycle de confrontation*, Rapport Moyen-Orient N°87, 4 juin 2009 (aussi disponible en anglais).
- Israel's Religious Right and the Question of Settlements*, Rapport Moyen-Orient N°89, 20 juillet 2009 (aussi disponible en arabe et hébreu).
- Palestine: Salvaging Fatah*, Rapport Moyen-Orient N°91, 12 novembre 2009 (aussi disponible en arabe).
- Reshuffling the Cards? (I): Syria's Evolving Strategy*, Rapport Moyen-Orient N°92, 14 décembre 2009 (aussi disponible en arabe).
- Reshuffling the Cards? (II): Syria's New Hand*, Rapport Moyen-Orient N°93, 16 décembre 2009 (aussi disponible en arabe).
- Tipping Point? Palestinians and the Search for a New Strategy*, Rapport Moyen-Orient N°95, 26 avril 2010 (aussi disponible en arabe et hébreu).
- Lebanon's Politics: The Sunni Community and Hariri's Future Current*, Rapport Moyen-Orient N°96, 26 mai 2010 (aussi disponible en arabe).
- Drums of War: Israel and the "Axis of Resistance"*, Rapport Moyen-Orient N°97, 2 août 2010 (aussi disponible en hébreu et arabe).

- Squaring the Circle: Palestinian Security Reform under Occupation*, Rapport Moyen-Orient N°98, 7 septembre 2010 (aussi disponible en arabe).

Irak/Iran/Golfe

- Iran: Ahmadi-Nejad's Tumultuous Presidency*, Briefing Moyen-Orient N°21, 6 février 2007 (aussi disponible en arabe et en farsi).
- Iraq and the Kurds: Resolving the Kirkuk Crisis*, Rapport Moyen-Orient N°64, 19 avril 2007 (aussi disponible en arabe).
- Where Is Iraq Heading? Lessons from Basra*, Rapport Moyen-Orient N°67, 25 juin 2007 (aussi disponible en arabe).
- Shiite Politics in Iraq: The Role of the Supreme Council*, Rapport Moyen-Orient N°70, 15 novembre 2007 (aussi disponible en arabe).
- Iraq's Civil War, the Sadrists and the Surge*, Rapport Moyen-Orient N°72, 7 février 2008 (aussi disponible en arabe).
- Iraq After the Surge I: The New Sunni Landscape*, Rapport Moyen-Orient N°74, 30 avril 2008 (aussi disponible en arabe).
- Iraq After the Surge II: The Need for a New Political Strategy*, Rapport Moyen-Orient N°75, 30 avril 2008 (aussi disponible en arabe).
- Failed Responsibility: Iraqi Refugees in Syria, Jordan and Lebanon*, Rapport Moyen-Orient N°77, 10 juillet 2008 (aussi disponible en arabe).
- Oil for Soil: Toward a Grand Bargain on Iraq and the Kurds*, Rapport Moyen-Orient N°80, 28 octobre 2008 (aussi disponible en arabe et kurde).
- Turkey and Iraqi Kurds: Conflict or Cooperation?*, Rapport Moyen-Orient N°81, 13 novembre 2008 (aussi disponible en arabe, kurde et turc).
- Iraq's Provincial Elections: The Stakes*, Rapport Moyen-Orient N°82, 27 janvier 2009 (aussi disponible en arabe).
- Yemen: Defusing the Saada Time Bomb*, Rapport Moyen-Orient N°86, 27 mai 2009 (aussi disponible en arabe).
- U.S.-Iranian Engagement: The View from Tehran*, Briefing Moyen-Orient N°28, 2 juin 2009 (aussi disponible en farsi et arabe).

Iraq and the Kurds: Trouble Along The Trigger Line, Rapport Moyen-Orient N°88, 8 juillet 2009 (aussi disponible en kurde et en arabe).

Iraq's New Battlefield: The Struggle over Ninewa, Rapport Moyen-Orient N°89, 28 septembre 2009 (aussi disponible en kurde et en arabe).

Iraq's Uncertain Future: Elections and Beyond, Rapport Moyen-Orient N°94, 25 février 2010 (aussi disponible en arabe).

International | Crisis Group

WORKING TO PREVENT
CONFLICT WORLDWIDE

International Headquarters

149 Avenue Louise, 1050 Brussels, Belgium • Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38
Email: brussels@crisisgroup.org

New York Office

420 Lexington Avenue, Suite 2640, New York 10170 • Tel: +1 212 813 0820 • Fax: +1 212 813 0825
Email: newyork@crisisgroup.org

Washington Office

1629 K Street, Suite 450, Washington DC 20006 • Tel: +1 202 785 1601 • Fax: +1 202 785 1630
Email: washington@crisisgroup.org

London Office

48 Gray's Inn Road, London WC1X 8LT • Tel: +44 20 7831 1436 • Fax: +44 20 7242 8135
Email: london@crisisgroup.org

Moscow Office

Belomorskaya st., 14-1 – Moscow 125195 Russia • Tel/Fax: +7-495-455-9798
Email: moscow@crisisgroup.org

Regional Offices and Field Representation

Crisis Group also operates out of over 25 different locations in Africa, Asia, Europe, the Middle East and Latin America.

See www.crisisgroup.org for details.

www.crisisgroup.org